

Elections législatives des 21 et 28 mars 1993 - 16^{ème} Circonscription de Paris

UNION POUR LA FRANCE

RPR-UDF



Suppléant

Pierre REMOND

Conseiller de Paris - Maire du 17^e

Bernard PONS

Conseiller de Paris - Député sortant - Ancien Ministre

*Bernard PONS est, dans votre
circonscription, le candidat d'union
du R.P.R. et de l'U.D.F.*

*J'apprécie sa compétence, son
dévouement et sa fidélité.*

*En l'élisant, vous ferez entendre
les préoccupations et les espoirs d'une
France rassemblée.*

Je vous demande de lui faire confiance.

Puis

Dès le 21 mars, si vous le voulez remettons la France en marche.

L'Union à Paris

Depuis 1977, grâce à l'union des élus de la majorité municipale RPR-UDF, autour de Jacques CHIRAC, Paris, de l'avis de tous, est une capitale dynamique, généreuse, et bien gérée.

C'est de ce modèle que les 21 candidats de l'union pour la France à Paris se réclament et s'inspirent pour proposer aux Parisiens d'adhérer à un ambitieux projet de réforme :

L'Union pour la France

■ PLUS DE DIX ANNÉES DE POUVOIR SOCIALISTE ONT PROFONDÉMENT AFFAIBLI ET DIVISÉ LA FRANCE

Aujourd'hui les Français sont inquiets pour leur avenir. Trois millions de chômeurs et deux millions d'emplois précaires. Chaque jour de nouveaux licenciements. L'assurance chômage menacée de cessation de paiement.

L'Europe est ouverte à tous les vents et manque d'unité. La concurrence pour l'emploi s'y déploie sans frein au détriment des garanties minimales des salariés.

L'insécurité grandit, l'incivisme s'accroît, l'immigration clandestine et la montée des "nouveaux pauvres" menacent la cohésion sociale.

La protection des Français est mise en cause. Le déficit de la Sécurité Sociale ne cesse de se creuser, et la politique suivie par le Gouvernement socialiste met en cause l'équilibre des retraites.

La justice ne peut plus remplir sa tâche. L'Etat, à force de vouloir s'occuper de tout, n'assure plus ses missions essentielles.

Les socialistes ont divisé la Nation

■ UNE AUTRE POLITIQUE EST POSSIBLE

En nous faisant confiance, dès le 21 mars, vous nous permettrez d'engager une politique de réforme qui rompra avec la logique de l'échec.

Nous concluons un Pacte pour l'Emploi, qui réduira le coût du travail en allégeant les charges. Le salaire direct pourra ainsi s'accroître. Nous donnerons la priorité à la formation. C'est la bonne voie pour

réinsérer les cinq millions de Français aujourd'hui exclus de la vie active.

Nous mettrons fin au gaspillage des fonds publics. Nous relancerons les privatisations afin de désendetter la France et d'affecter des ressources nouvelles aux grands investissements publics. Nous relancerons la construction de logements grâce à des mesures fiscales incitatives.

La garantie de notre système de sécurité sociale instauré par le Général de Gaulle est indispensable : il faut relancer la politique familiale et consolider les régimes de retraite.

L'Etat, libéré de tâches trop nombreuses, pourra mieux s'occuper de ses missions prioritaires. Protéger l'environnement, garantir une justice indépendante et efficace, contrôler l'immigration, assurer la sécurité des Français, restaurer la morale publique. Lutter contre le SIDA, la drogue, favoriser l'insertion des handicapés, renforcer la solidarité à l'égard des personnes âgées et des plus faibles.

Une véritable politique européenne, c'est une France forte dans une Europe organisée, exigeant de ses partenaires le respect des règles d'une saine concurrence.

Notre pays a des atouts considérables : la qualité de ses hommes et de ses femmes, leur créativité, leur ardeur, leur volonté de progrès et de réussite.

Ne gâchons pas ces chances d'avenir.

En mars 1993, nous devons rendre l'espoir à la France, à une France respectée dans le monde, à une France rassemblée.

Avec
J. CHIRAC

ENSEMBLE, REMETTONS LA FRANCE EN MARCHÉ